



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article278>

La Mauritanie accueillante avec la CIA

- Z - Archives - Relations internationales - Monde - Organismes internationaux -



Date de mise en ligne : mercredi 4 juillet 2007

Union des Forces de Progrès

Un ancien fort aurait été transformé en une prison secrète. Les autorités démentent.

Au début du siècle dernier, quand la France entreprend de soumettre la Mauritanie, c'est dans la cité millénaire de Oualata qu'elle installe une des ses plus importantes garnisons militaires. Un fort majestueux est édifié sur la crête d'une colline. Mais, depuis l'été 2005, le fort - une étape obligatoire pour les touristes - est interdit aux visiteurs. Récemment réhabilité, il a trouvé une nouvelle vocation. Officiellement, l'édifice abrite le siège d'unités spéciales destinées à la traque des jihadistes de la branche maghrébine d'Al-Qaeda, qui pullulent dans ces confins perdus du Sahara. Mais, selon l'influent quotidien le Calame, il serait en réalité devenu un « black site » (« site noir »), nom de code de ces fameux centres de détention secrets que la CIA utilise à l'étranger pour interroger des suspects dans la lutte antiterroriste.

« Site de choix ». Cette idée n'est pas nouvelle. « Nous avons des soupçons, mais nous n'avons pas de preuves, ce qui explique que nous préférons jusqu'ici parler prudemment de certains pays d'Afrique du Nord », explique Joanne Mariner, de l'organisation américaine Human Rights Watch (HRW). Il a fallu que Seymour Hersch, journaliste vedette de l'hebdomadaire américain The New Yorker, l'évoque récemment pour que l'hypothèse prenne corps. Citant un ancien haut responsable du renseignement et un consultant du gouvernement américain, Hersch assure que, après « les révélations par le Washington Post en 2005 de l'existence de prisons secrètes en Europe, l'administration a réagi en ouvrant un nouveau centre de détention en Mauritanie ». Hersch, qui avait révélé le scandale de la prison irakienne d'Abou Ghraib, affirme que ce pays est un « site de choix, où il est possible d'atterrir et de décoller sans contrainte ». De plus, les soldats américains peuvent s'y rendre sans visas, une faveur octroyée par les militaires mauritaniens.

L'alliance stratégique qui a été conclue, au milieu des années 90, avec Washington n'a jamais été remise en cause. La junte qui s'est emparée du pouvoir en 2005, avant de le remettre aux civils en avril dernier, avait maintenu ses relations diplomatiques avec Israël, ainsi que le rejet de l'islamisme radical. De même, l'armée mauritanienne continue de participer activement à l'initiative « Pansahel ». Ce programme militaire a été lancé par le Pentagone pour aider les pays limitrophes du Sahara à traquer les activistes d'Al-Qaeda installés sur place après la chute du régime des talibans en Afghanistan.

Pour Hersch, le centre présumé a abrité « les prisonniers les plus coriaces, de haut rang ». Peut-être même 39 personnes « disparues », originaires d'Egypte, du Kenya, de Libye, du Maroc, du Pakistan et d'Espagne. Selon un rapport rédigé début juin par six organisations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International et HRW, elles ont été enlevées par la CIA. Ces associations disent détenir des preuves solides sur l'incarcération de 18 d'entre elles.

« Pays de droit ». Pour les nouvelles autorités mauritaniennes, qui ont succédé au régime militaire, ces informations sont « sans fondement ». A l'opposition, qui qualifie ces nouvelles d' « extrêmement graves », le gouvernement s'est contenté de faire valoir que la Mauritanie était « pays de droit qui respecte les conventions internationales », et de nier l'existence d'un tel centre.

Absent du pays, le chef de la junte dissoute, le colonel Ely Ould Mohamed Vall, n'a pas encore réagi. Mais l'un de ses plus proches collaborateurs a fermement démenti l'existence de cette prison secrète. « La seule chose que nos amis américains nous ont demandée a été l'octroi d'une base militaire pour surveiller le Sahara et le Sahel, confie-t-il à Libération. Nous avons refusé, malgré leurs pressions incessantes. » Il ajoute : « Une prison secrète n'a jamais fait l'objet de la moindre conversation entre la Mauritanie et les Etats-Unis. »

Par Lemine M. OULD SALEM